

Une plus-value pour l'homme, l'animal et la nature: dans la «Suisse, pays bio», il n'y a que des gagnants!

L'agriculture suisse a besoin de nouvelles perspectives. Le principe «davantage de concurrence» ne peut ni ne doit être la solution s'il se définit par des prix bas et une production de masse. Les paysans suisses ne resteront en effet concurrentiels que si leur production de denrées alimentaires est écologique et respectueuse des animaux. Il est bien clair que ces aliments de haute qualité sont plus onéreux. C'est pourquoi Bio Suisse conserve sa vision de la «Suisse, pays bio» et donc d'une agriculture sans manipulations génétiques.

Les paysans, mais aussi les politiciens et les membres des fédérations, sont soumis à une forte pression et doivent affronter de nombreuses contraintes. Ils ne sont pas les seuls à décider de la politique agricole à suivre et de ce à quoi ressemblera l'agriculture de demain. La politique du commerce extérieur exerce autant d'influence que les facteurs intérieurs. Tout cela rend la politique agricole suisse très complexe. Une chose est claire: le changement bat son plein.

Toutes les parties concernées ont diverses possibilités d'affronter ce changement, mais l'influence individuelle de chaque paysan n'est pas très grande: elle se limite à sa propre ferme. Ils ne peuvent pas changer du jour au lendemain leurs concepts d'entreprise pour satisfaire à une décision politique. Je sais, pourtant, par ma propre expérience que de nombreuses familles paysannes relèvent ces défis en faisant preuve d'une grande flexibilité et d'un extraordinaire esprit novateur.

L'Office fédéral de l'agriculture (Ofag) plie fortement sous la pression de la politique extérieure. La PA 2002 de la Confédération était guidée par les objectifs «plus de marché et d'écologie». Bio Suisse les avait soutenus sans réserve. La PA 2007 avait atténué cette devise qui était devenue «plus de marché et autant d'écologie». La PA 2011 se contente, elle, d'exiger «plus de concurrence». Tout comme avant, la politique agricole suisse applique le principe de l'arrosoir sans mettre en œuvre de véritables mécanismes d'incitation.

La Suisse, pays bio

Pour Bio Suisse, il n'y a pas de quoi pavoiser. Le danger de voir cette concurrence passer par la production de masse et des prix toujours plus bas est en effet trop grand. Les perdants d'une telle opération sont préprogrammés. Les paysans suisses ne resteront en effet concurrentiels que si leur production de denrées alimentaires est écologique et respectueuse des animaux. Notre vision de l'avenir est donc: une «Suisse, pays bio»; autrement dit une agriculture suisse aussi biologique et exempte de manipulations génétiques que possible. En effet:

1. Une agriculture suisse entièrement bio permettrait de diminuer les externalités (coûts externes) négatives et aurait des ef-

fets économiques positifs. Les coûts de la pollution de l'environnement causée par la production agricole ne sont pas supportables pour l'économie.

2. La diminution des émissions de CO₂ réduirait les causes et les effets du changement climatique.
3. L'agriculture biologique garantit une flore et une faune indigènes ainsi que des paysages agricoles d'une grande diversité.
4. Elle nécessite davantage de main-d'œuvre, donc elle crée des emplois.
5. De nombreuses fermes bio offrent déjà actuellement des emplois protégés.
6. Les avantages pour le tourisme sont incontestés.

La suissitude ne doit pas être une coquille vide

Cet idéal ne peut se réaliser qu'en combinant le marché et les paiements directs. En positionnant clairement les produits bio, nous pouvons réaliser une plus-value respectable. Une étude publiée récemment par l'Institut de marketing et de commerce de l'université de Saint-Gall montre que, en Suisse, les consommateurs sont prêts à payer davantage pour les produits régionaux et une alimentation issue d'une production naturelle. Je vois aussi une chance pour notre agriculture dans le domaine de l'exportation si elle se positionne dans le segment supérieur des prix. On sait que la suissitude permet d'augmenter les prix de 10%.

Pour Bio Suisse, ce n'est pas seulement un emballage, la commercialisation creuse de l'image d'un environnement montagnard idyllique, mais bien un véritable contenu. L'idée suivant laquelle «Suisse» signifie «proche de la nature» ne se justifiera que si nous sommes irréprochables écologiquement. Pour cela, il faut une agriculture biologique crédible, qui engendre de la plus-value dans le pays même, en misant sur la régionalité et une production naturelle, respectueuse des animaux et sans manipulations génétiques. À l'étranger, ces notions ajoutées à celle de suissitude permettent de valoriser notre production. Il ne peut donc y avoir que des gagnants dans la Suisse, pays bio, et ça, c'est une véritable plus-value pour l'homme, l'animal et la nature. ■



Regina Fuhrer
Présidente de Bio Suisse,
Burgistein